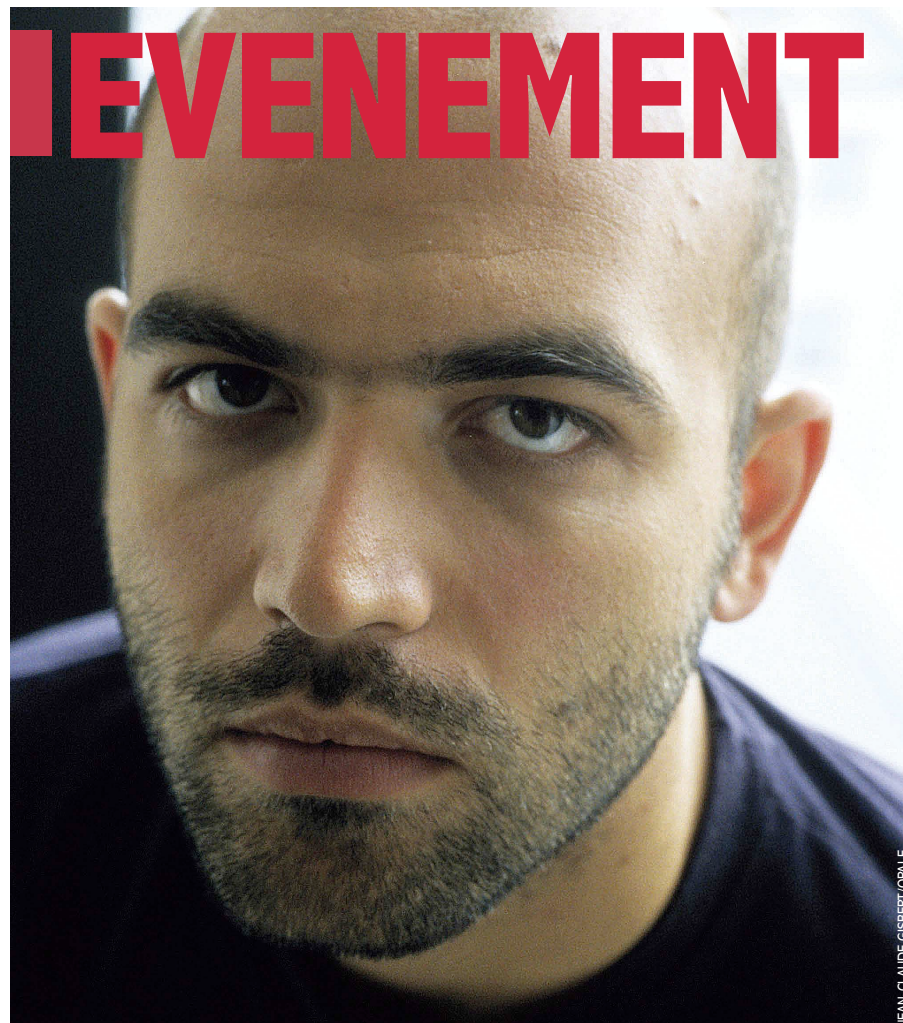




Des écrivains sous la

Invités par l'Académie Nobel à donner une conférence le 25 novembre sur la liberté d'expression, Salman Rushdie et Roberto Saviano nous rappellent qu'avoir le courage de publier des écrits qui déplaisent aux autorités religieuses, morales, politiques ou aux organisations criminelles se paie au prix fort. Très médiatisés, ces deux symboles ne doivent pas faire oublier que les menaces de mort, l'emprisonnement et l'exil sont le quotidien d'écrivains et d'éditeurs partout dans le monde.

Le premier, même s'il vit aujourd'hui en sécurité, a toujours un contrat de 3 millions de dollars sur la tête. Le second est la cible de la mafia napolitaine, qui a juré de l'abattre. Salman Rushdie et Roberto Saviano sont deux symboles du prix à payer pour publier ses idées. Les deux écrivains se retrouveront à Stockholm le 25 novembre prochain, à l'invitation de l'Académie Nobel, pour participer à un événement sur le thème de la liberté d'opinion.

Si l'Académie suédoise réagit aujourd'hui, c'est qu'elle a essuyé de vives critiques pour son manque d'engagement vis-à-vis de Roberto Saviano. Son secrétaire, Horace Engdahl, avait en effet déclaré à la presse qu'il ne soutenait pas la récente initiative des six lauréats du prix Nobel, dont les écrivains Günter Grass, Orhan Pamuk et Dario Fo, qui dénonçaient les menaces pesant sur la vie du journaliste italien. Depuis la parution en Italie de *Gomorra* (publié en France chez Gallimard), une enquête sans concession sur la

«La Mafia pose un problème bien plus grave que celui que j'ai rencontré moi-même.»
Salman Rushdie

Roberto Saviano
(à gauche) et
Salman Rushdie.

VAN DEN BROUCKE/FNS/GAMMA

menace

Camorra, la mafia napolitaine n'a eu de cesse de mettre son auteur sous pression. Condamné à vivre sous protection et caché, Saviano a récemment confié sa tentation de quitter l'Italie (1), suite aux déclarations à *La Repubblica* d'un repent, qui avait révélé l'existence d'un « contrat » contre lui qui devait être honoré avant Noël.

Haute tension. C'est donc sous haute tension qu'il participera, ce vendredi 21 novembre, au colloque organisé à l'initiative du ministère de l'Intérieur au Centre de conférences internationales de Paris sur le thème « Argent de la drogue, économie souterraine et saisie des avoirs criminels en Europe ». Bien que le colloque soit fermé au public – même son éditeur français Jean Mattern ne pourra y assister –, Saviano ne devrait pas se départir de sa garde rapprochée. « *La Mafia pose un problème bien plus grave que celui que j'ai rencontré moi-même* », déclarait, il y a peu, Salman Rushdie, ému par le cas de l'auteur ita-

lien qu'il a rencontré à New York au mois d'avril. Pourtant, dans les années 1990, nombreux étaient ceux à craindre pour la vie de Salman Rushdie. Lors de la publication de ses *Versets sataniques*, une fatwa le condamnant à mort avait été prononcée par l'ayatollah Khomeyni. Ses éditeurs étrangers, de l'américain Penguin au Français Christian Bourgois, avaient reçu eux aussi des menaces de mort. Bien qu'en 1998 le gouvernement iranien ait précisé qu'il n'appliquerait pas la fatwa réclamant l'exécution, cette dernière est irrévocable selon la loi islamique, et une fondation politico-religieuse offre toujours 3 millions de dollars pour sa tête.

Très médiatisées, ces deux figures, comme celle de Taslima Nasreen, ne doivent pas nous faire oublier que partout dans le monde il existe des cas moins connus d'écrivains et d'éditeurs, menacés pour avoir publié et diffusé des écrits heurtant les gouvernements en place, les autorités religieuses ou des intérêts privés. Selon le Comité des écrivains en prison du Pen International (l'association mondiale d'écrivains, qui bénéficie d'un statut consultatif au sein de l'Unesco et des Nations unies), 200 écrivains et journalistes sont aujourd'hui menacés, 190 emprisonnés et 39 ont été tués entre le 15 novembre 2007 et le 15 novembre 2008. Le dernier d'entre eux est un journaliste mexicain de 29 ans, Miguel Angel Villagómez Valle, kidnappé, abattu et abandonné dans une décharge à Mexico.

Pour protéger ces auteurs, il existe un réseau associatif, Icorn (International Cities

of Refuge Network), qui rassemble dix-sept villes refuges dans le monde. Il prend le relais du Parlement des écrivains, que présida Christian Salmon et qui s'est autodissous en 2003, suite notamment à un voyage controversé en Palestine. Dernière ville partenaire en date, Bruxelles accueille depuis fin août, pour un an, l'écrivain et journaliste serbe Dejan Anastasijevic, victime chez lui d'un attentat à la bombe. Ce réseau travaille en collaboration avec Pen International pour la détection, la prise de contact et les investigations relatives aux écrivains dans le besoin. Lors de la remise du prix Freedom to Publish de l'Union internationale des éditeurs (UIE) à Amsterdam à l'éditeur et auteur turc Ragıp Zarakolu (2), le maire de la ville a rejoint le réseau Icorn, prévoyant l'ouverture d'un centre d'hébergement.

Médiatisation protectrice. Avant d'en arriver à de telles extrémités, la médiatisation des cas reste la première mesure de protection. Un auteur connu est plus à l'abri qu'un anonyme. Surtout lorsque son œuvre passe les frontières. C'est dans ce but que Michel Parfenov, l'éditeur français du Russe Edouard Limonov, a envoyé en septembre à toute la presse un communiqué pour les sensibiliser au cas de son auteur. « *Limonov est intouchable directement, car il est très connu en Russie, et se fait entendre à l'étranger; explique l'éditeur d'Actes Sud. Par contre, ceux qui le soutiennent, une partie de la jeunesse radicale, se font régulièrement tabasser. Mon rôle* >>>

ROBERTO SAVIANO : « MA MEILLEURE PROTECTION : LES LECTEURS DE GOMORRA »

L'écrivain italien, à Paris ce 21 novembre pour un colloque sur l'économie souterraine, souligne l'importance d'être publié. L'échange s'est fait par méls pour des raisons de sécurité. En exclusivité pour *Libres Hebdo*.

Comment définissez-vous un « écrivain menacé » ?

C'est un auteur qui n'est pas écouté, qui n'a pas de lecteurs ou trop peu et pas les « bons ». Si *Gomorra* s'était vendu à 15 000 ou 20 000 exemplaires (1), je serais encore plus en danger. Ma vie ne serait pas étalée dans la presse, peut-être n'aurais-je pas d'escorte. Il me manquerait une protection encore plus importante : celle des lecteurs de *Gomorra* qui ont fait de mon combat le leur.

Vous sentez-vous proche de Salman Rushdie que vous devez rencontrer la semaine prochaine à Stockholm ?

Je suis ému et flatté par l'invitation des Nobel. Avec Salman Rushdie, nos expériences sont similaires. Je me sens proche de son combat comme peut l'être tout homme qui fait de la liberté d'expression la base fondamentale d'un engagement politique pour la démocratie.

Regrettez-vous parfois votre engagement ?

Enormément. Plus que je ne veux bien l'admettre. *Gomorra* a changé ma vie, en me donnant des satisfactions inimaginables, mais en la bouleversant complètement. Depuis deux ans, sous protection 24 heures sur 24, avec

cinq carabinieri et deux voitures blindées, je ne me promène plus, je ne fais plus un tour en librairie, je ne vais plus au cinéma. Vivre sous escorte n'est pas simple, et comme je ne veux, ni ne peux, en abuser, je limite mes sorties à l'essentiel. Finalement les interviews me donnent une bouffée d'oxygène. Je rencontre des gens et je peux parler. Au début je croyais que tout cela se terminerait vite mais, en fait, je ne sais franchement pas quoi penser du futur. Je préfère me concentrer sur mon travail, continuer à écrire, poursuivre mes recherches.

PROPOS RECUEILLIS PAR M. K.

TRADUIT DE L'ITALIEN PAR C. C. ET M.-C.I.I.
(1) L'ouvrage, traduit en 42 langues, s'est vendu à plus d'un million d'exemplaires en Italie et à 130 000 en France.

LES DISPARUS

Prison, pendaison, suicide... Certains écrivains morts aujourd'hui ont subi dans leur chair et parfois payé de la vie leur liberté d'expression.

- Décédé à Moscou le 3 août dernier à l'âge de 89 ans, **Alexandre Soljenitsyne**, auteur de *L'archipel du Goulag* publié en France par Fayard, avait été condamné après la Seconde Guerre mondiale à 8 ans de prison dans un camp de travail, envoyé en exil en Kazakhstan, avant de rentrer en Russie, à la faveur de la perestroïka.

- Mort à 94 ans, l'auteur égyptien, prix Nobel de littérature, **Naguib Mahfouz** n'en a pas moins été victime d'une tentative d'assassinat à l'arme blanche en 1994.

- Deux ans auparavant, son compatriote l'écrivain **Farag Foda** a été criblé de balles, au Caire, par des fanatiques religieux.

- Le Nigérien **Ken Saro Wiwa**, écrivain et producteur, défenseur du peuple Ogoni, a été emprisonné à deux reprises avant d'être condamné à mort lors d'un procès, taxé de simulacre par de nombreuses associations internationales. Il a été pendu.

- Tout comme le Soudanais **Mahmoud Mohamed Taha**, en 1985, alors qu'il était âgé de plus de 80 ans, pour avoir écrit un livre sur l'islam (*L'Har-*

mattan) où il défendait l'idée de séparation entre le politique et le religieux.

- L'homme de lettres indonésien **Pramoedya Ananta Toer** est mort en 2006 sans obtenir le prix Nobel pour lequel il avait été maintes fois proposé. Opposé au gouvernement de Soekarno, il a fait de nombreux séjours en prison et a été assigné à résidence à Jakarta pendant 13 ans.

- En 2006 également, **Anna Politkovskaïa**, journaliste russe opposée à Poutine et auteure de plusieurs ouvrages publiés en France chez Robert Laffont puis chez Buchet-Chastel, a été assassinée à Moscou.

- S'il a pu échapper à la condamnation définitive du régime, l'écrivain cubain **Reinaldo Arenas** a été persécuté par le régime castriste pour son homosexualité : il a connu la prison et les camps de travail et doit la publication de ses écrits, à l'étranger, à des amis exilés, comme le peintre Jorge Camacho, exilé en France. Il s'est suicidé en 1990. Son roman autobiographique, *Avant la nuit* (Actes Sud), a été porté à l'écran par Julian Schnabel.

M. K. ETA. - L. W

» est donc de faire publier le plus possible ses livres, de faire parler de son cas. » L'éditeur a repoussé à janvier la parution de son dernier roman, *Mes prisons*, dans l'espoir de pouvoir d'ici là faire sortir Limonov de son pays sans qu'il risque d'en être banni. La médiatisation reste néanmoins un équilibre complexe.

Jean Mattern, l'éditeur français de Saviano, reste prudent et ne cesse de jongler entre l'envie de faire connaître le cas Saviano au plus grand nombre et la peur de donner trop de renseignements, ce qui risquerait de mettre la vie de son auteur en danger. Aujourd'hui, il passe d'ailleurs systématiquement par l'assistante personnelle que s'est adjointe Saviano pour le contacter, bien qu'il l'ait rencontré à plusieurs reprises. Un trop grand coup de projecteur peut en effet être à double tranchant. Bui Chat, par exemple, en a fait les frais. Ce jeune éditeur et poète vietnamien, invité par l'Union internationale des éditeurs à son dernier congrès qui s'est déroulé à Séoul, s'est retrouvé à son retour dépossédé de son logement et dans l'obligation de se cacher de ville en ville.

Incendie criminel. En plus de craindre pour la vie de leurs auteurs, certains éditeurs doivent parfois protéger la leur. En témoigne la toute récente affaire autour de *The Jewel of Medina*, un roman controversé sur l'une des épouses du prophète Mahomet de l'Américaine Sherry Jones. Aux Etats-Unis, en août dernier, face aux pressions de la communauté musulmane, Random House a dû renoncer à le publier. C'est finalement un petit éditeur, Beaufort Books, qui a relevé le gant. Martin Rynja, l'éditeur anglais de Gibson Square, a quant à lui repoussé sine die la parution après l'incendie criminel de son domicile.

Cette affaire révèle aussi la montée en puissance d'une nouvelle menace. Depuis l'affaire des caricatures de Mahomet, a surgi un argument inédit, utilisé par le Pakistan pour demander l'interdiction de *The Jewel of Medina* : celui de « la diffamation des religions ». Il est avancé par l'Organisation de la conférence islamique, qui pousse à l'inscription d'un principe dans la charte du Conseil des droits de l'homme, selon lequel « le droit à la liberté d'expression est incompatible avec la diffama-

La carte de la menace

Elle présente quelques cas parmi plusieurs centaines d'écrivains et de journalistes persécutés, morts ou emprisonnés que répertorient les fichiers du Pen Club, d'Amnesty et de l'Union internationale des éditeurs.



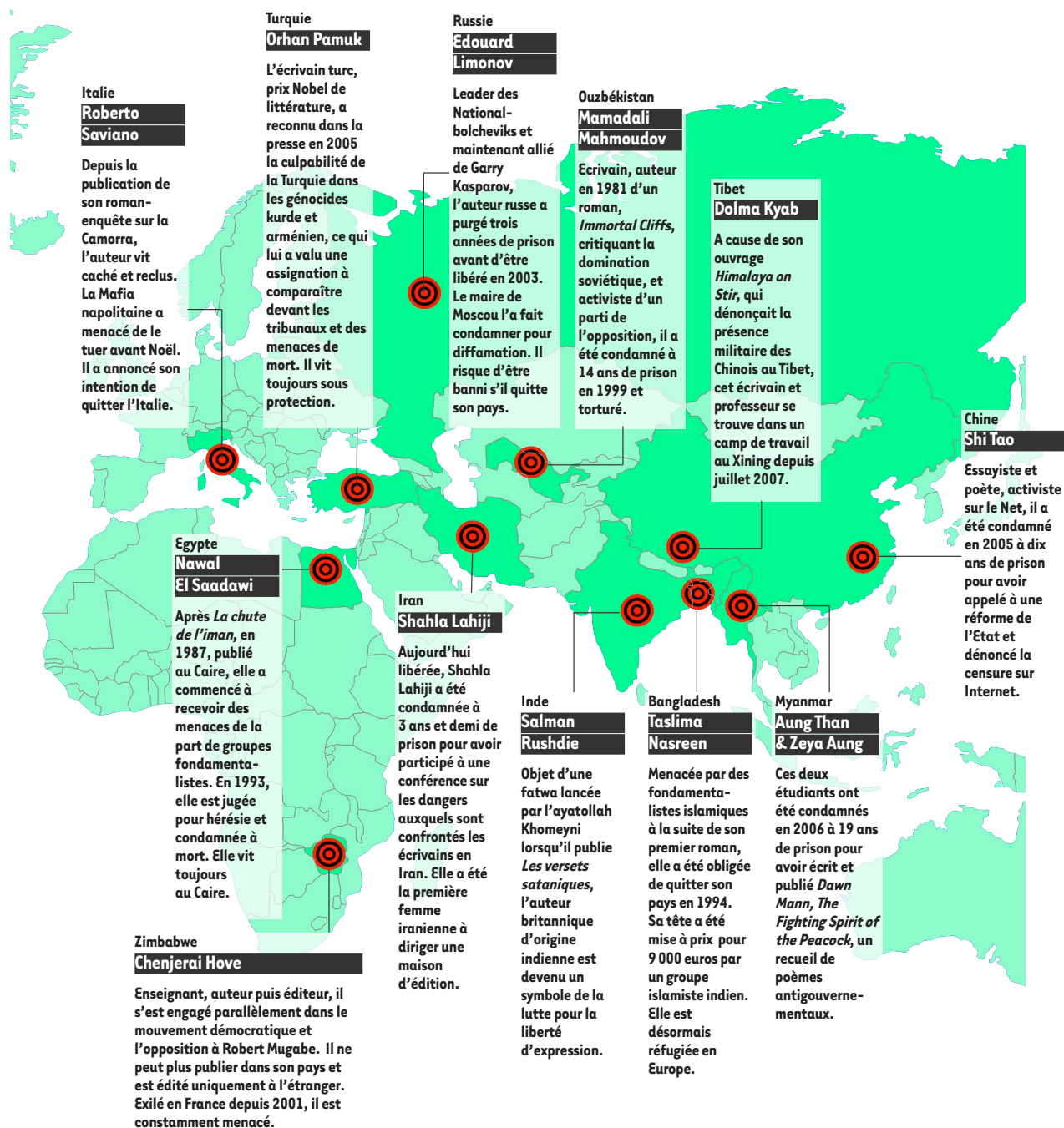
Cuba

Raül Rivero

Poète et journaliste cubain, arrêté en 2003 et condamné à 20 ans de réclusion pour « collaboration avec les Etats-Unis », Rivero a finalement été libéré en 2004. Il vit désormais en Espagne.

tion des religions et des prophètes ». Elle réclame aussi le vote, par l'Assemblée générale de l'Onu, d'une résolution condamnant « la diffamation des prophètes et des religions », ce qui ferait de la diffamation des religions un délit. « C'est comme une épée de Damoclès au-dessus de nos têtes », s'inquiète Alexis Krikorian, de l'UIE. On voit au sein de l'Onu cet argument se développer comme un futur obstacle à la liberté d'expression et à la liberté de publier. »

Les armes changent. A l'emprisonnement, la torture, la mort, vient se substituer, quand il ne s'y ajoute pas, le harcèlement judiciaire. « Il y a une évolution dans le type de pression que subissent les éditeurs et les écrivains, note Alexis Krikorian. La menace est plus sophisti-



quée depuis qu'elle se judiciarise. Et les procès ne cessent de se multiplier. » La tendance est très nette en Turquie, où auteurs et éditeurs sont toujours exposés à des risques de poursuites judiciaires au nom de l'article 301 du code pénal, qui retient le délit d'« humiliation de l'identité turque, de la République, des institutions ou organes d'Etat ». Bien qu'il vienne d'être révisé, sous la pression des ONG et de l'Europe (« identité turque » et « République ») ont été remplacés par les termes « nation turque » et « République de Turquie », cet article reste l'un des principaux obstacles à la liberté de publier et nourrit aujourd'hui une soixantaine de procès. L'éditeur turc Ragıp Zarakolu a encore été condamné cet été sur

A l'emprisonnement, la torture, la mort, vient se substituer, quand il ne s'y ajoute pas, le harcèlement judiciaire.

cette base. Là où le phénomène se révèle encore plus pernicieux, c'est que ces condamnations sont désormais commuables en amende. S'il est libre, Ragıp Zarakolu est aujourd'hui exsangue économiquement. La Turquie n'a pas cependant l'apanage du harcèlement judiciaire. A Moscou, Edouard Limonov s'est vu saisir fin août sa maison, incapable de payer l'amende de 500 000 roubles réclamée

par le maire, Youri Loujkov, qui l'a fait condamner pour diffamation.

Aujourd'hui, les organisations internationales de défense de la liberté d'expression réfléchissent à un moyen de coordonner leurs efforts. Si le projet n'est pas encore acté, l'UIE prévoit la création à Genève d'un groupe permanent de lobbying auprès de l'Onu, avec le Pen et l'Ifex, le réseau international pour la liberté d'expression basé au Canada.

MARIE KOCK ET ANNE-LAURE WALTER

(1) Voir LH 751, du 24.10.2008, p. 13.

(2) Voir LH 749, du 10.10.2008, p. 92.

Une pétition appelant l'Etat italien à protéger Roberto Saviano est en ligne sur le site de La Repubblica : www.repubblica.it/speciale/2008/appelli/saviano2